

Qu'est-ce que le gouvernement entend faire? L'avantage d'un taux de change flottant, c'est que le gouvernement est libre d'adopter des politiques qui sont tantôt déflationnistes et tantôt inflationnistes, selon la conjoncture économique de l'heure. C'est un avantage considérable pour un pays, mais seulement si le gouvernement en tire parti.

Comment le gouvernement a-t-il l'intention d'employer la nouvelle liberté qu'il a acquise en débloquant le dollar? S'il doit dorénavant lutter efficacement contre l'inflation au lieu d'employer comme auparavant la méthode des palliatifs qui n'a eu pour résultats que tragédie, chômage et crise économique, le gouvernement doit considérer de nouvelles politiques. D'après nous, il doit envisager la baisse des taux d'intérêt et la libéralisation de l'argent au Canada. Le gouvernement doit combattre le chômage par la construction à une grande échelle de logements et de projets d'aménagement urbain. Il doit utiliser ses ressources pour stimuler l'économie et créer du travail pour les Canadiens, ressources qui jusqu'à maintenant avaient servi à maintenir le dollar à un niveau artificiel.

Le gouvernement fédéral devrait mettre en œuvre un programme de dépenses sociales accrues dans les domaines de la santé, de l'enseignement et du bien-être. Toutes les municipalités ont un besoin manifeste d'écoles, d'hôpitaux, de maisons de convalescence et de centres de formation supplémentaires. D'autre part, il y a au Canada un excédent de bois et de matériaux de construction et plus d'un demi-million de chômeurs. Le gouvernement ne saurait maintenant prétendre que l'application d'un programme de plein emploi entraînerait une inflation généralisée. En débloquant le dollar le gouvernement s'est protégé dans une certaine mesure contre le résultat néfaste de l'inflation; il a donc désormais la liberté, s'il veut s'en servir, de se lancer dans un programme de croissance économique. Il doit intensifier son programme afin de supprimer le déphasage régional.

Comme nous l'avons préconisé maintes fois, le gouvernement devrait étudier la faisabilité d'une politique globale des prix et des revenus afin d'assurer la stabilité des prix au Canada.

• (8.40 p.m.)

Le Nouveau parti démocratique estime que la décision de laisser fluctuer le cours du dollar canadien est une initiative dans la bonne voie, mais que ce n'est pas une panacée; elle ne guérira pas nos maux économiques. Elle permettra seulement au gouvernement, s'il a la volonté, l'imagination et la résolution nécessaires d'entreprendre un pro-

gramme qui tirera notre pays de son présent marasme économique et réactivera notre économie une fois de plus. Si le gouvernement ne met pas en œuvre une nouvelle série de politiques, la décision concernant notre dollar aura été de peu d'utilité.

Voici la requête que nous présentons au gouvernement: puisqu'il a maintenant pris la première mesure efficace en vue de régler le problème de l'inflation, il devrait désormais mettre en œuvre un programme réaliste, dynamique et actuel qui stimulera et assainira l'économie canadienne, procurera des emplois aux chômeurs et permettra à tous les Canadiens de connaître un niveau de vie décent.

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, j'ai gardé, de mon séjour dans l'enseignement, un certain souci de logique. Il est très intéressant, à ce point de vue, de lire le hansard d'hier et d'entendre les paroles prononcées ce soir par les orateurs qui m'ont précédé au sujet de l'annonce faite par l'honorable ministre des Finances (M. Benson)...

[Traduction]

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas l'interprétation des remarques du ministre.

[Français]

Une voix: Il n'y a pas d'interprétation.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je disais qu'il est intéressant, du point de vue de la logique, de prendre connaissance dans le hansard d'hier de la réaction et des propos des représentants de l'opposition, à l'annonce de l'honorable ministre des Finances au sujet de l'adoption «du change flottant pour le dollar canadien», pour employer l'expression du hansard.

Le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) nous dit d'abord que le gouvernement a eu tort d'abandonner le taux fixe, deuxièmement, qu'il a été forcé de le faire et, troisièmement, qu'il a brisé, en ce faisant, son engagement à l'égard du Fonds monétaire international. Voilà, en trois points, la position qu'il prenait hier et qu'il a répétée en partie ce soir.

Le représentant du Nouveau parti démocratique, le député de Régina-Est (M. Burton), nous disait d'abord, hier, que le gouvernement a eu raison d'agir ainsi, deuxièmement, qu'il aurait dû le faire avant et, troisièmement, qu'il ne devrait plus jamais recourir à un taux fixe d'échange.